

EMPLOI ET ÉCOLOGIE :

LE MALAISE EST COLLECTIF

Beaucoup d'emplois aujourd'hui dépendent d'activités économiques qui posent problème si on les regarde avec les lunettes de l'écologie. Cela crée des cas de conscience individuels chez de nombreux travailleurs, et cela met souvent les syndicats dans une position ambivalente. Comment apprendre de ces tensions, dans l'optique d'un changement collectif ?



La recherche participative menée aux Equipes Populaires sur les grandes peurs citoyennes a confirmé ce que beaucoup pressentent : l'emploi et les urgences écologiques sont des motifs majeurs d'inquiétude parmi la population en général et les milieux populaires en particulier. Ces deux sujets de société sont abondamment documentés, mais rarement traités ensemble. Sauf, peut-être, sous l'angle des opportunités de reconversion de l'économie dans des emplois « verts ». Ou encore dans une approche centrée sur les dilemmes de conscience de personnes qui vivent mal le fait de travailler pour un employeur « polluant ». Ceux qui démissionnent alimentent alors un phénomène appelé « conscient quitting », autrement dit le fait de quitter son emploi volontairement pour des raisons de conscience, souvent écologiques.

Les pieds dans le plat

Mais n'est-il pas nécessaire de poser un regard plus structurel, en reconnaissant qu'il y a une imbrication pour le moins problématique entre notre dépendance au maintien et à la création d'emplois, et l'impact nuisible de l'activité économique sur la planète ? Le lien entre ces deux thématiques n'est pas anodin et mérite qu'on s'y attarde en profondeur. Car au fond, « des millions de personnes sont en effet impliquées dans un modèle de production incompatible avec la pérennité de la vie humaine sur Terre. Mais à l'heure actuelle, pour tous ces gens, c'est ce boulot-là ou rien¹ ».

Alors, priorité à l'emploi ou à la planète ? La manière dont cette articulation a été posée et pensée crée des difficultés pour les mouve-

ments progressistes, car elle a souvent mis en opposition un discours social de défense de l'emploi et un discours environnemental impliquant de brider ou de mettre fin à certaines activités. Mais cette opposition est-elle réelle ? D'où vient le fait que ce discours est largement dominant ? Anabella Rosemberg², conseillère à la transition juste au sein du *Climate Action Network*, situe l'origine de cette opposition au moment du Protocole de Kyoto, en 1992, quand les Etats-Unis se sont ouvertement positionnés en « défenseurs de l'emploi des Américains » contre les exigences climatiques. « *Ceux qui refusent le progrès en matière environnementale usent toujours de la même rhétorique autour des emplois, car ils ne peuvent plus défendre le profit ouvertement. (...) Alors voilà, on instrumentalise les travailleurs. Et cela produit son effet : le discours qui associe écologie et chômage est largement repris dans l'espace social.* » En effet, cet imaginaire a contaminé tout le spectre politique, créant des divisions récurrentes au sein de la gauche. Pour tenter de sortir d'un certain manichéisme stérile, il est utile de nous mettre à l'écoute des travailleurs eux-mêmes, ceux qui se trouvent au cœur de cette tension parce qu'ils travaillent dans des secteurs particulièrement nuisibles pour l'environnement.

« Mon boulot, c'est vraiment de la merde »

Ces travailleurs ne pensent-ils vraiment qu'à leur emploi ? Sont-ils indifférents aux conséquences de l'activité économique à laquelle ils participent ? Sondages et témoignages tendent à prouver le contraire. Une enquête réalisée auprès d'employés des secteurs du pétrole et du gaz révèle, par exemple, que 95% d'entre eux considèrent que le dérèglement climatique est un problème sérieux, voire très sérieux. 45% pensent que leur emploi est menacé par le changement climatique ou par les politiques menées pour y faire face. 79% se disent prêts à envisager une reconversion dans un autre secteur³ !

La tension est vécue par les personnes elles-mêmes. Lors de son embauche, Julien (prénom d'emprunt), technicien au sein d'une usine spécialisée dans la conception de composants en partie destinés à l'industrie fossile, était surtout heureux de décrocher un emploi. « *Et puis à force de gratter, d'échanger avec d'autres, à un moment tu te dis "putain, mon boulot, c'est vraiment de la merde"* ». Suite à la COP21 à Paris, il entre petit à petit dans une compréhension des liens entre l'utilisation des énergies fossiles et le dérèglement climatique. « *Et moi, pendant*

*ce temps, je fabrique des pièces pour le gaz de schiste américain et pour le projet Arctic LNG, qui consiste à profiter du changement climatique pour puiser tout le gaz qu'on peut dans l'Arctique russe. C'est ce qui se fait de plus sale. J'ai l'impression de travailler pour la bombe Hiroshima*⁴. » Julien ne reste pas sans réaction face à cette situation, mais sa marge de manœuvre est limitée et inconfortable. Il pratique une sorte de sabotage interne dans les limites de ses fonctions. « *En tant que responsable qualité, j'ai la petite latitude pour mettre en retard les commandes. Les plus sales ressortent toutes avec au minimum quinze jours de retard.* »

Enzo Maragliano est délégué syndical chez TotalEnergies en Belgique. Pour lui, beaucoup d'employés se sentent écartelés. « *Les travailleurs sont sensibilisés à la problématique de l'environnement et à ce qu'ils laisseront comme Terre à leurs enfants et petits-enfants. Bien plus aujourd'hui qu'il y a 10 ans ! Par contre, nous sommes dans une réflexion schizophrénique. Pour les travailleurs du secteur, la première question qui se pose, c'est : « Et nous, demain, que deviendra notre projet de vie, notre projet familial » car tout est basé sur l'emploi*⁵. »

L'éducation permanente et le bon côté de l'Histoire

Être préoccupé par le maintien de son emploi et en même temps par les impacts écologiques, comment concilier ces deux aspects pour les travailleurs de secteurs écologiquement problématiques ? « *Il n'y a que le dialogue avec les travailleurs, poursuit Enzo. Et avant ce dialogue, une nécessaire « éducation permanente » au niveau des représentants des travailleurs, parce que ce sont eux qui portent la parole et qui peuvent dire : « Eh bien de cela, parlons-on ensemble, continuons d'en parler, plongeons dedans ». La discussion ne peut pas s'arrêter à « l'usine va bien, je vais gagner des sous / l'usine va mal, attention ». Il y a toute une réflexion à avoir sur le modèle de société que nous voulons. Même si le débat va durer des heures et qu'il n'est pas mûr sur certaines choses, au moins il y a un débat. Tu quittes une salle de contrôle, tu viens d'en parler, et les travailleurs en parlent encore, en se disant « quel con celui-là, il m'emmerde » ou peut-être « tiens, oui, pourquoi pas, on n'y avait pas réfléchi ». En tant que syndicat, nous devons assumer cette réflexion et ne pas simplement dire « ce n'est pas notre core business ». Le core business des syndicats, c'est aussi la société, il ne faut pas l'oublier ! »*

Anabella Rosemberg abonde en ce sens. Selon elle, on fait un mauvais procès aux syndicats

en leur assignant le rôle stéréotypé de « défenseurs d'emploi » à tout crin. « Dans la tête de beaucoup de gens, les syndicats ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. » Pourtant, historiquement, argumente-t-elle « les syndicats se sont souvent positionnés du bon côté de l'histoire, même lorsque les intérêts immédiats des travailleurs étaient en péril ». Par exemple, « en Espagne, ils se sont assis autour de la table pour négocier un plan ambitieux de sortie du charbon. Personne n'avait été aussi loin jusqu'ici. Ce combat apporte naturellement son lot de difficultés, surtout lorsqu'on les accuse d'un côté de trahir les ouvriers, de l'autre de ne pas aller assez loin dans leurs revendications environnementales. Ils se retrouvent coincés entre l'enclume et le marteau, cherchant à obtenir un maximum pour ceux qu'ils représentent, tout en se relevant les manches pour le bien commun⁶ ».

La question de la reconversion massive

La voie royale, pour répondre tant au mal-être des travailleurs qu'aux conséquences écologiques, c'est évidemment celle de la reconversion. Mais de nouveau, avec une approche individuelle des choses, cela semble compliqué. Si on prend l'exemple du secteur de la mécanique automobile, les techniciens de ce secteur accepteraient-ils facilement de se reconvertir dans la mécanique vélo ? La question a été posée à deux délégués CNE. « Certains mécaniciens seraient peut-être intéressés à cette reconversion, se diraient peut-être, pourquoi pas. (...) La transition va être compliquée, mais elle va se faire parce qu'on n'arrête pas le changement », répond prudemment Arnaud Lust. Isabelle Delistrie est plus mesurée encore : « Quand je vois les mécaniciens chez nous qui adorent leur métier, qui font cela par passion, je ne les vois pas se reconvertir dans la mécanique vélo, sauf pour garder leur job ».

Ces éléments – conscience et écartèlement des travailleurs, travail d'éducation permanente à mener dans et par les syndicats – plaident tout de même fortement en faveur d'une approche globale des choses et d'un renvoi de responsabilité au monde politique, qui doit indiquer la direction à prendre et contraindre le monde de l'entreprise. On sent, dans le discours syndical, une conscience d'un changement de société qui dépasse le cadre classique de la défense de l'emploi et exige donc une approche différente. C'est en tout cas le point de vue d'Arnaud Lust : « Dans un cadre comme cela, qui est un changement radical, je pense que les politiques devraient demander une responsabilité véritable

aux sociétés en disant « vous voulez changer de direction, cela va impacter autant d'emplois, vous avez l'obligation de trouver une solution pour ces personnes ». Si vous n'avez pas de solution, il faut les indemniser. Parce que, eux, vont continuer à gagner de l'argent⁸ ».

A y réfléchir en profondeur, on aurait tort de penser que le « malaise de l'emploi » ne concernerait que certains secteurs polluants (industrie pétrolière, gazière, automobile, aviation...). Pointer du doigt uniquement ces domaines visibles de la nuisance écologique globale est injuste. D'une part, parce qu'énormément d'autres secteurs pourvoyeurs d'emplois (commerce, agro-alimentaire...) exigent le recours et la dépendance aux ressources fossiles via la distribution et le transport. D'autre part, parce que cette proportion d'emploi plus ou moins « sale » est inextricablement liée à la machine économique globale à laquelle nous participons toutes et tous. Dans l'état actuel des choses, les finances publiques, et donc les services publics, sont eux aussi dépendants du maintien du volume d'emploi actuel.

Impossible, inconcevable et injuste de miser sur les consciences individuelles (démissions, réorientations) ou sur les opportunités de marché pour modifier en profondeur l'organisation du travail dans notre société. Le grand malaise est collectif, et donc profondément politique, le sursaut doit l'être aussi.

Guillaume Lohest

1. Ecolos versus travailleurs : « Il est temps de dégommer le mythe », interview d'Annabella Rosemberg, <https://www.welcometothejungle.com/fr>, 17 mai 2021.
2. Anabella Rosemberg a longtemps travaillé à la Confédération Syndicale Internationale et chez Greenpeace. Son expertise se situe donc à la croisée des regards environnementaux et syndicaux.
3. Pour une transition juste, *Visions et attentes des travailleurs du secteur pétrolier et gazier en France*, enquête conjointe des Amis de la Terre, de l'Institut Rousseau et de l'Institut Veblen, février 2022.
4. Alexandre-Reza Kokabi, « On détruit la planète » : les salariés des énergies fossiles racontent leur mal-être, *Reporterre*, 6 mai 2022.
5. « Sortir des énergies fossiles : quelle place pour les travailleurs ? » dans *Soigner la planète : Visions et actions syndicales*, Bulletin des militants CNE, Octobre-Novembre-Décembre 2022.
6. Ecolos versus travailleurs : « Il est temps de dégommer le mythe », interview d'Annabella Rosemberg, <https://www.welcometothejungle.com/fr>, 17 mai 2021.
7. « On doit imposer aux entreprises d'assurer la reconversion des travailleurs », interview d'Isabelle Delistrie et d'Arnaud Lust, délégués CNE dans le secteur du commerce automobile, dans *Soigner la planète : Visions et actions syndicales*, Bulletin des militants CNE, Octobre-Novembre-Décembre 2022.
8. Idem.